

## La situation financière des ménages en début de crise énergétique

Étienne Fize, Philippe Martin, Hélène Paris et Marion Rault<sup>(\*)</sup>

Nous présentons dans ce *Focus* les principaux résultats tirés de l'exploitation des données de comptes bancaires mises à disposition par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale à la fin juin. Les principales conclusions sont :

- Nous ne voyons pas à ce stade de dégradation très forte et généralisée de la situation financière des ménages du fait de la crise énergétique et du retour de l'inflation. Nous ne constatons pas en particulier d'augmentation récente de la part des ménages avec un compte courant négatif, même pour les ménages les plus modestes.
- Cependant, ces ménages modestes ont complètement utilisé leur surcroît d'épargne de la période Covid (qui était faible) à l'été 2021. Depuis juin 2021 et jusqu'en juin 2022, leur épargne en euro est quasi inchangée ce qui implique qu'elle a été réduite en termes réels du montant de l'inflation. L'épargne des ménages les plus aisés reste en revanche très élevée.
- Face à l'inflation, les ménages retraités n'utilisent pas leur surcroît d'épargne Covid et de ce fait réduisent un peu leur consommation en termes réels.
- Nous constatons que la consommation réelle des étudiants bénéficiaires d'une prestation sociale est relativement stable.
- Les propriétaires bailleurs, potentiellement touchés par la limitation de l'augmentation des loyers, sont très peu représentés dans les catégories de ménages modestes.
- Les plus gros consommateurs d'essence sont aussi des ménages parmi les plus aisés. La remise de 18 centimes sur le prix à la pompe a donc un caractère régressif. Elle a bénéficié deux fois plus au dernier décile (environ 18,50 euros) qu'au premier décile (9,50 euros).
- Nous identifions aussi des ménages particulièrement dépendants à l'essence (plus de 8 % de leur consommation totale) et financièrement contraints (revenus au-dessous de la médiane). Face à l'augmentation des prix de l'essence, ils ne baissent pas leur consommation d'essence mais ils semblent ajuster les autres postes de consommation pour maintenir un budget constant en valeur.

## Données du Crédit Mutuel Alliance Fédérale

Première banque à adopter le statut d'entreprise à mission, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a contribué à cette étude par la fourniture de données de comptes bancaires sur la base de deux échantillons : un échantillon d'entreprises et un échantillon de ménages par tirage aléatoire et construit de telle sorte qu'on ne puisse pas identifier les entreprises (exclusion de sous-populations de petite taille) ou les ménages. Toutes les analyses réalisées dans le cadre de cette étude ont été effectuées sur des données strictement anonymisées sur les seuls systèmes d'information sécurisés du Crédit Mutuel en France.

Pour Crédit Mutuel Alliance Fédérale, cette démarche « s'inscrit dans le cadre des missions qu'il s'est fixées :

- Contribuer au bien commun en œuvrant pour une société plus juste et plus durable : en participant à l'information économique, Crédit Mutuel Alliance Fédérale réaffirme sa volonté de contribuer au débat démocratique ;
- Protéger l'intimité numérique et la vie privée de chacun : Crédit Mutuel Alliance Fédérale veille à la protection absolue des données de ses clients ».

## 1. Évolution de l'épargne des ménages depuis le début de la crise énergétique

Comme nous en faisons le constat au mois de mars<sup>(1)</sup>, les données (voir graphique 1) révèlent une forme de normalisation de l'épargne avec, à partir de l'automne 2021, le début de consommation du surcroît d'épargne généré pendant la crise Covid<sup>(2)</sup> : c'est particulièrement le cas du premier décile de niveau de vie<sup>(3)</sup> qui aurait intégralement consommé son surplus d'épargne (faible initialement). Depuis juin 2021 et jusqu'en juin 2022, nous avons aussi vérifié que leur épargne en euro est quasi inchangée ce qui implique qu'elle a été réduite en termes réels du montant de l'inflation. La crise inflationniste a donc obligé ces ménages à réduire leur épargne à la fois par rapport à la tendance d'avant crise et aussi en termes réels. Les classes moyennes, approchées par le décile médian de niveau de vie, semblent maintenir depuis le début de cette année un stock d'épargne équivalent à celui d'une tendance pré-Covid, c'est-à-dire sans surcroît d'épargne. Le décile des ménages les plus aisés en revanche présente un profil différent avec une stabilisation sur un point haut – même si l'on observe un léger repli ces derniers mois – de leur surcroît d'épargne cumulé depuis le début de la crise sanitaire : en juin 2022, leur stock d'épargne serait ainsi supérieur de plus de 10 % à celui qui correspondrait à la tendance pré-crise sanitaire.

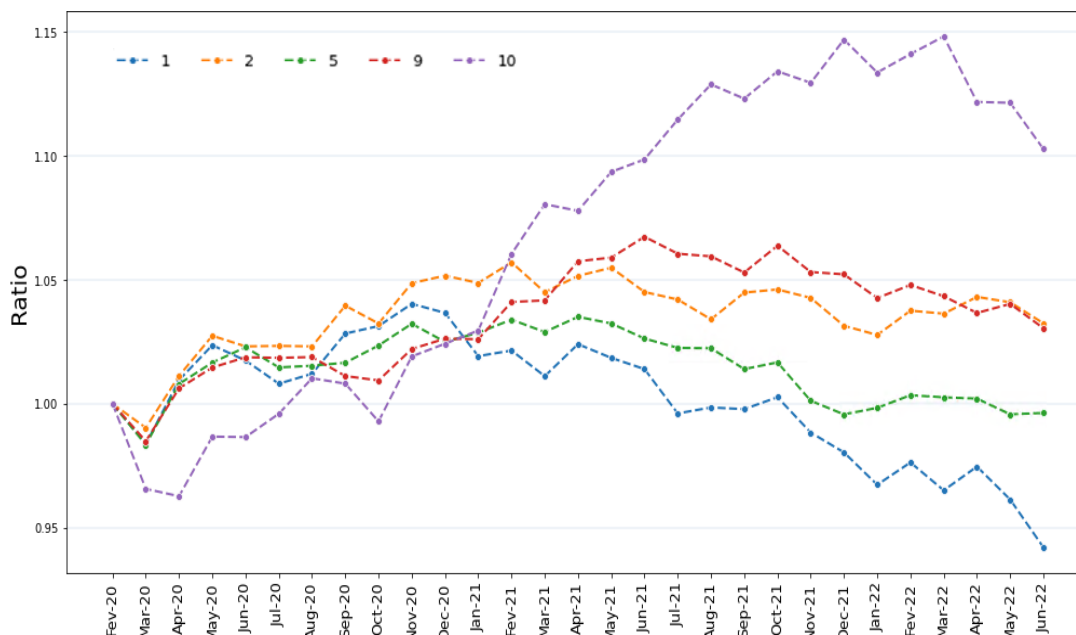
Une autre mesure de la situation financière est la part des ménages qui ont un compte courant négatif (voir graphique 2). Cette part a diminué pendant la crise Covid et depuis 2021 est remonté graduellement. Sans surprise, les ménages les plus modestes (les premier et deuxième déciles de niveau de vie) sont plus nombreux à avoir des comptes courants négatifs mais on ne constate pas d'augmentation depuis le début de la crise inflationniste. Pour le ménage médian (cinquième décile) cette part des ménages avec un compte courant négatif reste plus faible qu'avant la crise Covid.

(1) Voir *Focus du CAE* n° 083 : <https://www.cae-eco.fr/staticfiles/pdf/cae-focus083.pdf>

(2) L'épargne sur le graphique 1 est normalisée pour montrer son évolution par rapport à ce qu'elle aurait été si elle avait suivi la tendance d'avant crise sanitaire.

(3) Le niveau de vie correspond au revenu du ménage (tel que mesuré avec les données des comptes bancaires soit les virements entrants) divisé par le nombre d'unités de consommation dans le ménage.

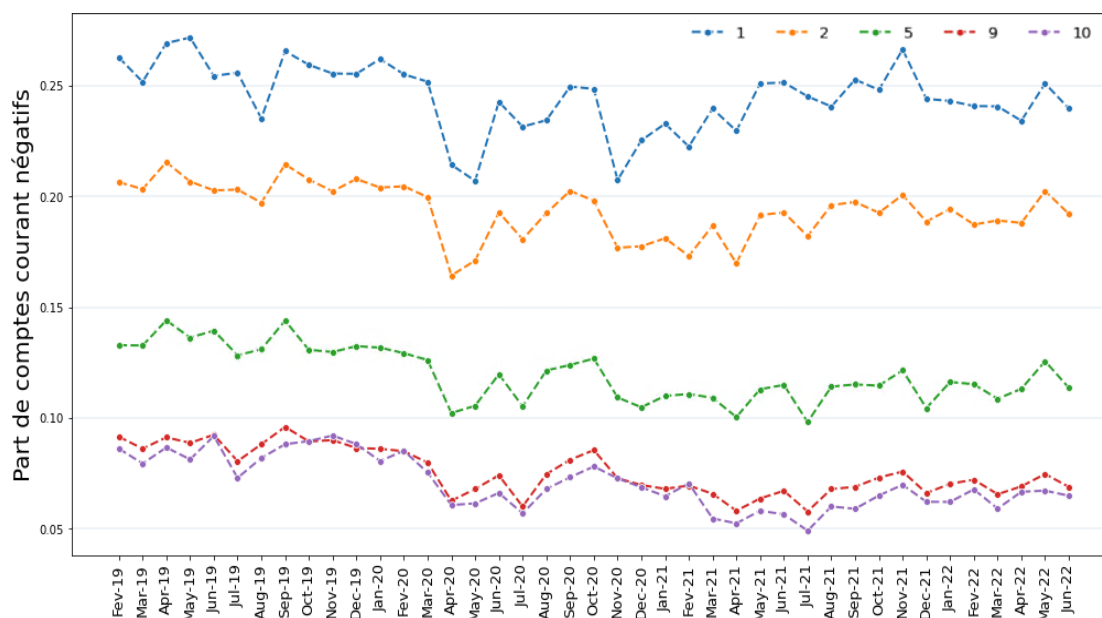
## Graphique 1. Évolution normalisée de l'épargne par décile de niveau de vie (divisé par 2019 sauf janvier 2021)



*Lecture :* Le graphique présente le ratio de l'épargne moyenne par catégorie chaque mois divisé par le même mois en 2019 (ou 2020 si janvier), normalisé par la croissance de l'épargne entre février 2019 et février 2020.

*Source :* Exploitation des données du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

## Graphique 2. Évolution de la part de comptes courants négatifs par décile de niveau de vie



*Source :* Exploitation des données du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

## 2. Focus sur quelques catégories de population sur la période récente

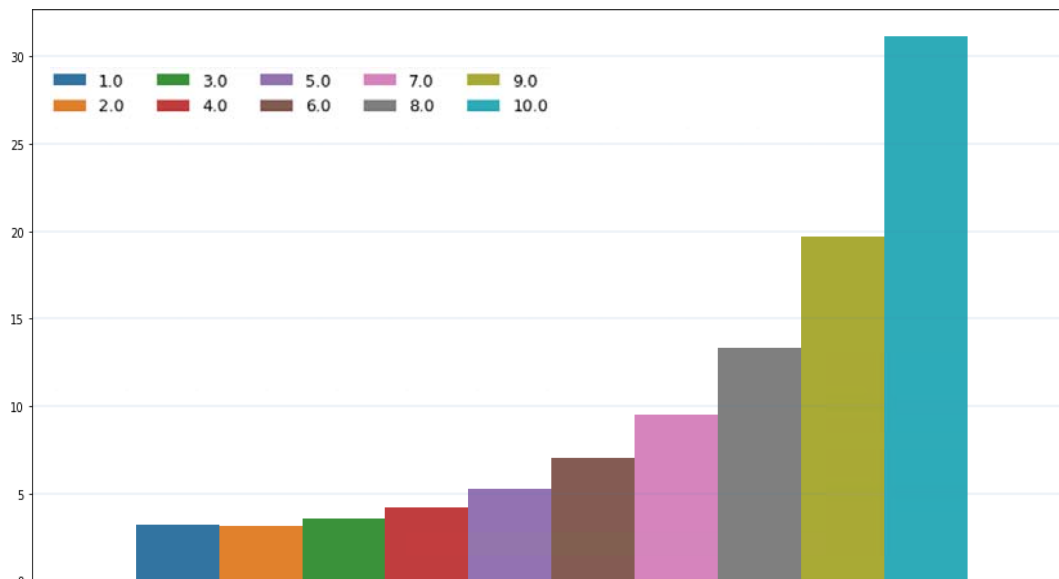
### 2.1. Étudiants recevant des prestations sociales

Les étudiants bénéficiaires d'une prestation sociale<sup>(4)</sup> sont à peine plus nombreux à avoir un compte bancaire dont le solde est négatif en fin de mois : de 11,5 % à près de 12 % entre juin 2021 et juin 2022, et nous n'observons pas de comportement de désépargne. En termes de consommation, mesurée par l'ensemble des transactions par cartes bancaires, nous observons une relative stabilité en valeur depuis le mois de juin 2021<sup>(5)</sup> : de 1 100 euros en moyenne en juin 2021 à 1 160 euros en moyenne en juin 2022. Compte tenu de la hausse des prix, tout se passe comme si les étudiants avaient maintenu leur budget consommation quasiment constant.

### 2.2. Propriétaires bailleurs

Les données du Crédit Mutuel nous permettent par ailleurs de repérer les ménages qui déclarent avoir une résidence locative, et être propriétaire ou pas de sa résidence principale. Sans grande surprise, ces différences patrimoniales vont de pair avec des revenus très différenciés : en moyenne, les propriétaires bailleurs ont un revenu global de l'ordre de 7 000 euros par mois tandis que les locataires ne détenant aucun bien immobilier ont un revenu de 3 000 euros<sup>(6)</sup>. Plus encore qu'être propriétaire de sa résidence principale, la détention d'un bien immobilier locatif est ainsi un vrai marqueur de richesse comme cela est illustré sur le graphique ci-dessous : plus de la moitié des ménages possédant une résidence locative sont dans les deux derniers déciles de niveau de vie, contre 5 % dans les deux premiers déciles comme le montre le graphique 3.

**Graphique 3. Répartition des propriétaires bailleurs par décile de niveau de vie (en %)**



Source : Exploitation des données du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

(4) Le Crédit Mutuel est parvenu à enrichir ses données en ajoutant des informations sur les virements entrants : il est désormais possible de repérer notamment des versements correspondant à des prestations sociales provenant des Caisses d'allocations familiales et des mutualités sociales agricoles.

(5) C'est à cette date que les principales restrictions pour la consommation ont été levées.

(6) Les revenus sont mesurés comme l'ensemble des virements entrants sur le mois au sein du ménage.

Par ailleurs, en juin 2022 moins de 7 % des propriétaires bailleurs ont leur compte courant « dans le rouge » en fin de mois contre près de 17 % chez les locataires. Enfin le stock d'épargne financière (mesuré par le solde du compte courant + l'encours des comptes d'épargne) va du simple au quadruple (30 000 euros versus plus de 120 000 euros en moyenne) selon qu'on ne détient aucun bien immobilier ou que l'on est propriétaire d'une résidence locative.

### 2.3. Les retraités

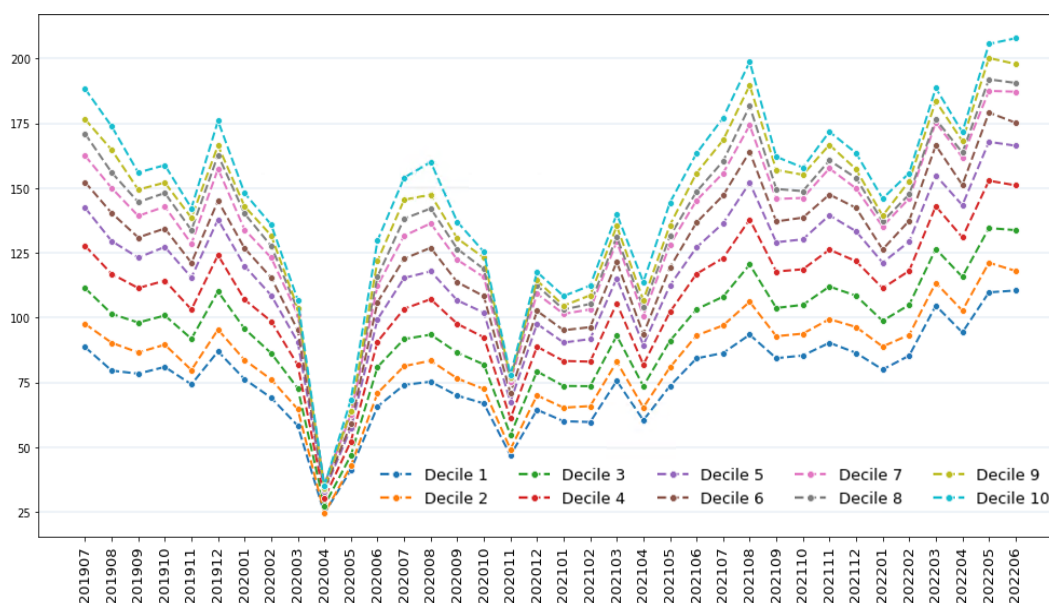
Même si on observe une légère augmentation de la part des comptes bancaires dans le rouge depuis le mois de mars parmi les retraités, on ne note pas de comportement de désépargne globalement. La consommation des retraités reste au même niveau en valeur que les mois précédents, ce qui suggère une consommation réelle en baisse. La situation patrimoniale des retraités se distingue généralement de celle des actifs dans la mesure où une large majorité d'entre eux sont propriétaires de leur résidence principale : 71 % des retraités sont dans ce cas contre 49 % des actifs. En ce qui concerne la détention d'une résidence locative, celle-ci est d'autant plus forte que les déciles de niveau de vie sont élevés : ainsi dans le dernier décile, environ 45 % des ménages retraités sont propriétaires d'une résidence locative, alors qu'on trouve 7 % des retraités dans ce cas dans les trois premiers déciles.

Dans les premiers déciles de niveau de vie des retraités, la source essentielle de revenus est les pensions de retraite : elles représentent 80 % des revenus dans les déciles D1 à D3. Il en va différemment pour les retraités du dernier décile pour lesquels les pensions de retraite ne représentent que 40 % des revenus, ceux-ci étant sans doute plus souvent complétés par des revenus du patrimoine, des loyers perçus notamment.

### 3. Consommation d'essence

Le premier constat que l'on peut dresser sur la consommation d'essence<sup>(7)</sup> est que ce sont les plus aisés qui consomment le plus (graphique 4). Cependant, la part de ces dépenses dans leur consommation totale est beaucoup plus faible, par construction puisqu'ils disposent d'un budget plus élevé.

**Graphique 4. Évolution de la consommation d'essence par ménage par décile de niveau de vie (en euros)**



Source : Exploitation des données du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

(7) Les consommations d'essence sont repérées *via* les transactions par cartes bancaires.

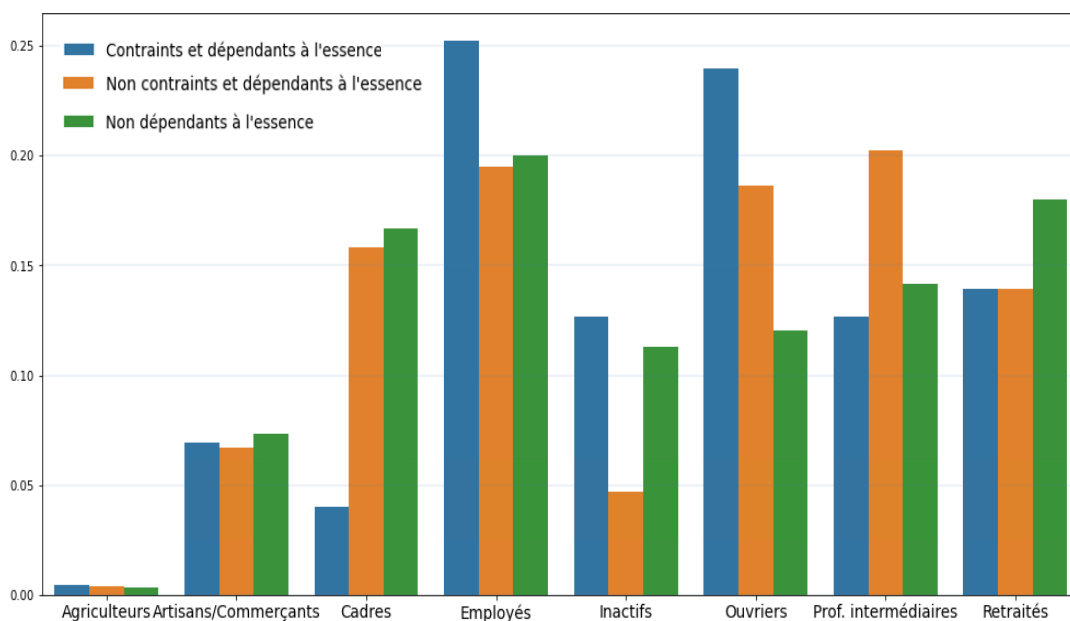
Ces données confortent ainsi l'intuition selon laquelle la réduction du prix de 18 centimes sur le prix à la pompe<sup>(8)</sup> est régressive. Elle a de fait bénéficié en euros, davantage aux ménages les plus aisés, la subvention étant multipliée par deux entre les ménages du dixième décile et ceux du premier décile : environ 18,50 euros contre 9,50 euros<sup>(9)</sup>. Les données montrent par ailleurs que la remise a été anticipée et utilisée par les consommateurs qui ont attendu avril pour remplir leurs réservoirs.

On peut considérer que les ménages sont d'autant plus dépendants à l'essence que la part de celle-ci dans leur consommation totale est importante. Cependant il semble également utile de distinguer les dépendants « contraints » et les dépendants non contraints (c'est-à-dire les très gros consommateurs mais avec un bon niveau de vie) : en s'inspirant de l'indicateur de précarité énergétique, nous avons donc croisé un critère de part de l'essence dans le budget consommation et un critère de niveau de vie pour établir un indicateur de population dépendante contrainte : ce sont les ménages dont au moins 8 % de la consommation totale est de la consommation d'essence et dont le niveau de vie est inférieur à la médiane (D5).

Environ un tiers des ménages sont « dépendants » au sens où leur consommation d'essence est égale ou supérieure à 8 % du total de leur consommation. Cependant, seule une petite moitié d'entre eux sont « contraints » au sens de notre indicateur. Les ménages les plus dépendants à l'essence et contraints financièrement sont :

- plus souvent des ménages ruraux, puis péri-urbains et enfin moins souvent urbains ;
- des populations plus jeunes, célibataires et avec moins, voire pas d'enfants ;
- des actifs de catégories socio-professionnelles ouvrières et employés en premier lieu (graphique 5) ;
- détenteurs de revenus et de patrimoines financiers plus bas que la moyenne.

### Graphique 5. Répartition des catégories socio-professionnelles par niveau de dépendance et de contrainte vis-à-vis de l'essence



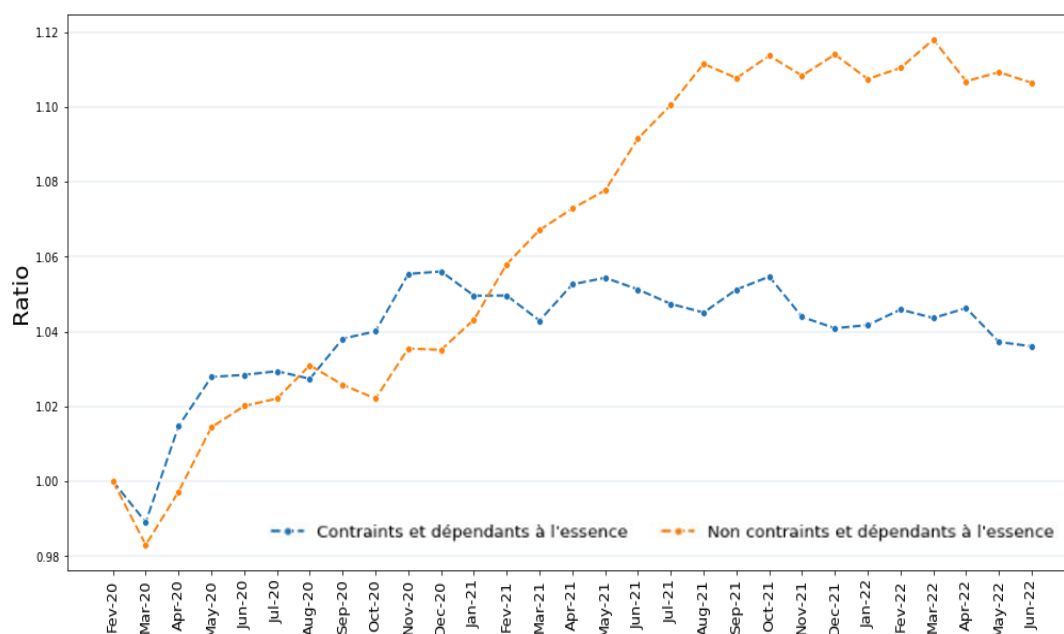
Source : Exploitation des données du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

(8) Y compris TVA.

(9) On évalue la subvention de l'ordre de 9 % sur le budget essence (18 centimes sur 2,02 euros au mois de mars).

De plus, si, par construction, les ménages contraints ont des plus faibles revenus et patrimoines financiers que les ménages non contraints, les évolutions d'épargne sont plus favorables pour les ménages non contraints que pour les contraints (graphique 6) : on note, pour les ménages contraints, une lente érosion du surcroît d'épargne accumulé depuis le début de la crise sanitaire depuis l'automne 2021 et, pour les non contraints, une stabilisation du surcroît à 11 % du stock d'épargne à partir de l'été 2021. Les évolutions en termes de consommation d'essence sont, au sein de ménages dépendants, assez parallèles entre les contraints et les non contraints, et reflètent assez bien la hausse du prix des carburants, ce qui laisse à penser que l'élasticité prix serait très faible pour ces ménages. En valeur, l'évolution des autres postes de consommation est cependant nettement plus plate chez les ménages dépendants contraints, induisant un recul en termes réels.

**Graphique 6. Évolution normalisée de l'épargne par niveau de dépendance et de contrainte vis-à-vis de l'essence (divisé par 2019 sauf janvier 2021)**



*Lecture* : Le graphique présente le ratio de l'épargne moyenne par catégorie chaque mois divisé par le même mois en 2019 (ou 2020 si janvier), normalisé par la croissance de l'épargne entre février 2019 et février 2020.

*Source* : Exploitation des données du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.